



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2017

SOMMAIRE

I.	RAPPORT D'ACTIVITE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2017	3
II.	COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2017	5
	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	5
	ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES	5
	ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE	6
	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	6
	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	7
	NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	8
III.	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2017	13
IV.	DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	14

I. RAPPORT D'ACTIVITE DU 1^{er} SEMESTRE 2017

1. Evénements importants survenus sur le semestre et leur incidence sur les comptes

Le groupe Micropole a réalisé sur le premier semestre 2017 un chiffre d'affaires de 58,1M€ en croissance de 3,1% par rapport aux 56,4M€ constatés sur la même période l'an passé malgré un effet calendaire défavorable. A périmètre et taux de change constants, la croissance du chiffre d'affaires s'élève à 2,5%.

Le résultat opérationnel courant enregistre son sixième semestre consécutif de croissance pour s'établir à 1,9 million d'euros. Malgré l'effet calendaire négatif sur la période, cette progression est le résultat des retours sur les investissements stratégiques réalisés en 2016 sur nos implantations européennes, de l'amélioration des indicateurs opérationnels résultant de la justesse du positionnement des offres, et de la politique continue d'innovation menée au sein du Groupe. De plus, pour accélérer la mise en œuvre du plan stratégique et renforcer à la fois l'excellence de son positionnement sur ses marchés et sa capacité d'accompagnement transversale de ses clients, Micropole a fait évoluer au premier semestre son organisation. Ces actions se sont traduites par :

- La nomination de Laurence Temam en tant que DAF Groupe, dont l'expérience en ESN et la vision à la fois stratégique et opérationnelle, sont autant d'atouts pour concrétiser les ambitions de croissance et de performance de Micropole.
- A Paris, le regroupement des différentes unités opérationnelles existantes autour de deux grands pôles favorisant l'innovation projet et la complémentarité des savoir-faire : une *business unit* DIGITAL et une *business unit* PILOTAGE DE LA PERFORMANCE.
- Toujours à Paris, une nouvelle organisation commerciale favorisant la spécialisation des *business developers* et donc plus de valeur ajoutée et de proximité interne et externe.

Ces ajustements ont par conséquent généré dans les comptes de la période des coûts exceptionnels et non récurrents, en partie liés au renouvellement de certaines fonctions de direction. Le résultat opérationnel a cependant tout de même plus que doublé sur la période, à 1,1 million d'euros. Le Groupe annonce aussi avoir renoué au premier semestre avec un résultat net des activités poursuivies qui s'élève à 0,5 million d'euros, confirmant la bonne progression des marges de l'activité cœur de métier. En effet, hors activité de formation, le résultat net des activités poursuivies du Groupe aurait été de 0.6 millions d'euros.

La performance opérationnelle de la période traduit l'excellent dynamisme commercial, et valide la stratégie de positionnement du Groupe, basée sur les prestations à Valeur Ajoutée et l'Innovation à destination des directions Métiers, Digitales & IT.

De nombreux projets remarquables ont ainsi été déployés sur la période que ce soit pour accompagner la mise en conformité GDPR, améliorer la relation et la connaissance clients, développer le m-commerce international, mettre en œuvre la transformation digitale, ou encore aider les métiers à mieux piloter leurs activités.

Les offres stratégiques de Transformation Digitale, Conseil, Data Gouvernance et Pilotage de la Performance Financière, sur laquelle Micropole est leader, continuent ainsi à tirer la croissance. Seule l'activité formation traditionnelle de la filiale Micropole Institut est en retrait, mais devrait être compensée à court terme par l'activité e-Learning.

Progression des zones d'implantation

- Les activités en France ont poursuivi leur bonne progression sur l'ensemble de la période.
- Bénéficiant des forts investissements réalisés en 2016, la Suisse (+9.6%) et le Benelux (+25%) poursuivent leur très bonne dynamique de croissance.
- La Chine poursuit quant à elle sa croissance constante et enregistre la signature de nouveaux contrats significatifs.

Recrutement

Sur un marché du recrutement toujours en tension, le groupe continue de recruter activement des consultants métiers, chefs de projets et experts data pour accompagner sa croissance. En France,

Micropole a déjà accueilli au premier semestre 168 nouveaux collaborateurs, soit 70% de ses objectifs 2017. Le dynamisme de sa marque employeur (obtention des Label Happy at Work et Happy Trainees), les projets innovants de qualité et les valeurs fortes partagées, sont autant d'atouts pour attirer les talents à rejoindre le Groupe.

2. Perspectives, principaux risques et incertitudes pour le semestre à venir

Hormis les incertitudes liées à l'évolution des conditions économiques du marché, le groupe considère que les principaux risques n'ont pas subi d'évolution significative par rapport à ceux identifiés dans le document de référence 2016 déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 29 juin 2017 aux pages 56 à 58.

Au cours de l'été, le groupe Micropole a réorganisé son activité sur la région Ile de France qui représente 65% du CA France pour accroître l'efficacité commerciale et améliorer les taux d'occupation qui demeurent en dessous des attentes.

II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES AU 30 JUIN 2017

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
CHIFFRES D'AFFAIRES	3.1	58 099	56 361	113 673
Autres produits de l'activité		-	-	-
Achats et sous-traitance		-10 087	-9 331	-21 332
Charges de personnel	3.2	-38 880	-38 050	-74 197
Charges externes		-6 064	-5 810	-11 688
Impôts et taxes		-708	-753	-1 504
Dotations aux amortissements		-569	-688	-1 312
Dotations nettes aux provisions		61	-50	-269
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		1 852	1 679	3 371
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>3,2%</i>	<i>3,0%</i>	<i>3,0%</i>
Autres produits et charges opérationnels	3.3	-760	-1 238	-2 147
RESULTAT OPERATIONNEL		1 092	441	1 224
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>1,9%</i>	<i>0,8%</i>	<i>1,1%</i>
Coût de l'endettement financier net		-251	-262	-490
Autres produits et charges financiers		-49	-23	-3
Charges d'impôt	3.4	-259	-532	-1 044
Résultat net des activités poursuivies		533	-376	-313
Résultat net des activités destinées à être cédées/abandonnées		-329	-15	-27
RESULTAT NET DE LA PERIODE		204	-391	-340
<i>En % du chiffre d'affaires</i>		<i>0,4%</i>	<i>-0,7%</i>	<i>-0,3%</i>
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		130	223	145
Part attribuable aux actionnaires de la société		74	-614	-485
Résultat par action	3.5	0,00	-0,02	-0,01
Résultat dilué par action		0,00	-0,02	-0,01

ETAT GLOBAL DES GAINS ET PERTES CONSOLIDES

En milliers d'euros	Notes	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
Résultat de la période		74	-614	-485
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables en résultat				
- Ecart actuariels sur provision retraite		-	-	-217
- Effets d'impôts		-	-	-
Gains/pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables en résultat				
- Différence de conversion		-70	-20	15
- Effets d'impôts		-	-	-
Total des gains et pertes de la période		4	-634	-687
Dont :				
Part attribuable aux minoritaires		0	0	0
Part attribuable aux actionnaires		4	-634	-687

ETATS CONSOLIDES DE LA SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	Notes	30/06/2017	31/12/2016
ACTIF			
Total actifs non courants		58 526	58 873
Ecart d'acquisition	4.1	51 195	51 306
Autres immobilisations incorporelles		1 841	1 775
Immobilisations corporelles		1 235	1 281
Actifs financiers non courants		2 242	2 117
Actifs d'impôt différé		2 013	2 394
Total actifs courants		71 857	72 928
Clients et autres débiteurs	4.2	64 819	62 832
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.5	7 038	10 096
Actifs destinés à la vente		-	-
TOTAL ACTIF		130 383	131 801
PASSIF			
	Notes	30/06/2017	31/12/2016
Capitaux propres	4.3	51 937	51 967
Capital		1 428	1 428
Primes et réserves		50 321	50 873
Résultat de la période		74	-485
Intérêts minoritaires		114	-151
Passifs non courants		14 387	10 679
Provisions non courantes		1 483	1 397
Emprunts long terme	4.5	11 908	8 094
Autres passifs non courants		996	1 188
Passifs courants		64 059	69 156
Dettes financières court terme	4.5	17 937	21 945
Fournisseurs et autres créditeurs	4.4	45 554	46 499
Provisions courantes		568	711
Passifs destinés à la vente		-	-
TOTAL PASSIF		130 383	131 801

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Nombres actions	Capital	Primes	Réserves / résultats	Capitaux propres
Situation au 31/12/2015	25 959 400	1 298	72 582	-23 128	50 752
Actions propres	-	-	-	-17	-17
Augm. capital, nette de frais	2 595 920	130	1 615	-	1 745
Variations de périmètre	-	-	-	13	13
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	-20	-20
Résultat de la période	-	-	-	-391	-391
Situation au 30/06/2016	28 555 320	1 428	74 197	-23 543	52 082
Actions propres	-	-	-	26	26
Augm. capital, nette de frais	-	-	-12	-	-12
Variations de périmètre	-	-	-	1	1
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	-182	-182
Résultat de la période	-	-	-	51	51
Situation au 31/12/2016	28 555 320	1 428	74 185	-23 647	51 967
Actions propres	-	-	-	11	11
Variations de périmètre	-	-	-	-175	-175
Gains/pertes capitaux propres	-	-	-	-70	-70
Résultat de la période	-	-	-	204	204
Situation au 30/06/2017	28 555 320	1 428	74 185	-23 677	51 937
Dont :					
Part attribuable aux minoritaires		0	0	114	114
Part attribuable aux actionnaires de la société		1 428	74 185	-23 791	51 823

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En milliers d'euros	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
1 -Opérations d'exploitation			
Résultat des activités poursuivies	533	-376	-313
Amortissements, dépréciations et provisions	499	533	1 058
-Ecart d'acquisition	-	-	-
-Immobilisations incorporelles	258	309	601
-Immobilisations corporelles	311	379	711
-Provisions	-70	-155	-254
Charges (produits) sans effet sur la trésorerie ⁽¹⁾	-	900	1 031
Résultat sur cession d'actifs non courants	12	-	-
Coût de l'endettement financier net	251	265	490
Charge d'impôt (yc impôts différés)	259	532	1 044
Marge Brute d'autofinancement	1 554	1 854	3 310
Impôts versés	-454	-540	-1 067
Variation du Besoin en Fonds de Roulement ⁽¹⁾	-2 765	-4 015	-917
Flux net de trésorerie lié à l'activité opérationnelle	-1 665	-2 701	1 326
2 -Flux d'investissement			
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-642	-634	-1 796
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	42	-	30
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-96	-112	-256
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	4	13	124
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-17	-444	-1 101
Cession de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	-197	-	-
Dividendes reçus	-	-	-
Variation des prêts et avances consentis	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux activités d'investissement	-906	-1 177	-2 999
3 -Opérations de financement			
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	-	1 745	1 733
Décaissements (nets) liés aux opérations sur actions propres	11	-17	10
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	2 922	17	5 302
Remboursement d'emprunts	-3 200	-3 434	-5 601
Intérêts nets versés	-169	-217	-411
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux activités de financement	-436	-1 906	1 034
Incidence variation des taux de change sur la trésorerie nette	-26	-16	8
Variation globale de la trésorerie	-3 033	-5 800	-632
Flux net de trésorerie des activités abandonnées	-	-16	-4
Trésorerie nette au début de l'exercice	10 047	10 682	10 682
Variation de la trésorerie	-3 033	-5 800	-635
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	7 014	4 882	10 047

(1) : Après neutralisation de l'effet non cash du résultat constaté sur la ligne « Autres charges non opérationnelles » au titre de la dépréciation d'encours clients pour 1,0M€ consécutive au jugement ONP par le Tribunal Administratif du 12 juillet 2016

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Préambule

Les états financiers consolidés résumés de la Société au 30 juin 2017 comprennent la Société et ses filiales (l'ensemble constituant le « Groupe ») et les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint ou une influence notable.

Ces états financiers intermédiaires consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 27 septembre 2017.

1. PRINCIPES COMPTABLES

1.1. BASE DE PREPARATION

Les comptes consolidés semestriels résumés ont été préparés sur la base du référentiel IFRS (normes et interprétations) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2017 à la date de préparation des états financiers. Les états financiers consolidés au 30 juin 2017 résumés sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire et disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm. Ils correspondent à des états financiers intermédiaires résumés et ne comprennent pas toute l'information nécessaire aux états financiers annuels complets. Les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 sont donc à lire de manière conjointe avec les états financiers consolidés du Groupe publiés au 31 décembre 2016.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros arrondis au millier d'euros le plus proche.

1.2. REFERENTIEL DE PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés résumés au 30 juin 2017 sont identiques à ceux appliqués dans les états financiers consolidés publiés au 31 décembre 2016. Les normes, amendements et interprétations d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2017 n'ont pas d'impact significatif pour le Groupe.

Enfin, les états financiers du groupe au 30 juin 2017 n'intègrent pas les éventuels impacts des normes et interprétations publiées au 30 juin 2017 mais dont l'application n'est obligatoire qu'à compter d'exercices ouverts postérieurement au 1er janvier 2017 :

- IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ;
- IFRS 9, Instruments financiers – classification et évaluation des actifs financiers, option à la juste valeur pour les passifs financiers et comptabilité de couverture ;
- IFRS 16, Contrats de locations.

Concernant la mise en œuvre d'IFRS 15, le Groupe a lancé des travaux de diagnostic sur la base d'un échantillon de contrats représentatifs de ses différentes typologies de contrat. La finalisation des conclusions et des impacts potentiels est en cours.

Les impacts potentiels de l'application des normes IFRS 9 et IFRS 16 sur les comptes consolidés sont également en cours d'analyse et ne sont pas encore précisément connus à ce jour.

1.3. JUGEMENTS ET ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Dans le contexte actuel de difficultés à appréhender les perspectives économiques, les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 30 juin 2017 ont été réalisées par la direction de la société sur la base de la meilleure estimation possible à ce jour de l'avenir prévisible. Les estimations sont réalisées dans le

cadre d'hypothèses prenant en compte les effets du plan de rationalisation de l'activité visant à améliorer la rentabilité et la croissance du chiffre d'affaires.

2. EVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés au 30 juin 2017 intègrent l'ensemble des sociétés suivantes :

Sociétés	Pays	Méthode Consolidation	% d'intérêts en 2017	% d'intérêts en 2016
MICROPOLE	France	Société mère		
MICROPOLE France	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Atlantique	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Rhône-Alpes	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Méditerranée	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Nord	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 1	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 2	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 3	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 4	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 5	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Levallois 6	France	IG	100 %	100 %
ISARTIS	France	IG	100 %	100 %
Agence WIDE	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Institut	France	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
CROSS Systems Suisse	Suisse	IG	100 %	100 %
Wide Agency SA	Suisse	IG	100 %	100 %
BERYL Management	Suisse	IG	100 %	100 %
MICROPOLE CONSULTING Belgium (ex Velixis)	Belgique	IG	100 %	100 %
MICROPOLE Belgium (ex Oasis Consultants)	Belgique	IG	100 %	100 %
WEQAN	Belgique	IG	-	25 %
Micropole Insight	Belgique	IG	51 %	-
OASIS Consultants	Luxembourg	IG	-	100 %
EASTEQ China	Hong-Kong	IG	100 %	100 %
MICROPOLE China	R.P. Chine	IG	100 %	100 %

IG : Intégration globale

Le groupe annonce aussi avoir cédé au 30 avril 2017 sa participation au sein de la société belge WeQan. Cette opération permet à Micropole Belgium de se concentrer sur le développement de ses offres stratégiques de Conseil autour de la Data et du Digital.

2.2. ACTIVITES ABANDONNEES OU DESTINEES A ETRE CEDEES

Le Groupe a pris la décision en mai 2014 de céder l'ensemble de ses activités SAP-ERP opérationnelles et autonomes non stratégiques (en France, Suisse et Belgique). Conformément à IFRS 5, le résultat et les flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées ou destinées à être cédées se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
CA	-	-	-
Résultat opérationnel	-140	-12	-12
Charges d'impôts	-	-	-
Résultat de l'exercice relatif aux activités abandonnées ou destinées à être cédées	-329	-15	-27
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'exploitation	-	0	-4
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités d'investissement	-	-	-
Flux de trésorerie nets attribuables aux activités de financement	-	-3	-
Flux de trésorerie relatifs aux activités abandonnées	-	0	-4

3. NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est la suivante :

En milliers d'euros	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
France	41 044	40 910	81 683
Autres zones géographiques	17 055	15 451	31 991
Total	58 099	56 361	113 673

3.2. CHARGES DE PERSONNEL

En milliers d'euros	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
Salaires	-26 952	-25 915	-52 107
Charges sociales	-11 928	-12 135	-22 090
Total	-38 880	-38 050	-74 197

3.3. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

En milliers d'euros	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
Dépréciation d'actifs ⁽¹⁾	-	-900	-906
Perte de valeurs des écarts d'acquisition et/ou variation de la juste valeur des dettes sur compléments de prix ⁽²⁾	21	-114	-891
Cout d'intégration des sociétés acquises / Résultat de cession	3	-9	-76
Autres coûts ⁽³⁾	-785	-215	-275
Total	-760	-1 238	-2 147

⁽¹⁾ Dépréciation d'encours clients pour 0,9m€ consécutive au dénouement d'un contentieux judiciaire avec l'Etat datant de 2013 par le Tribunal Administratif de Paris du 12 juillet 2016. Le Tribunal a rendu un jugement favorable pour Micropole sur le fond estimant que la résiliation du marché par l'ONP, aux torts de Micropole en raison de difficultés rencontrées dans l'exécution du marché, revêtait un caractère injustifié et abusif et, par voie de conséquence, condamnait l'Etat à verser à Micropole une indemnité de 740 k€ au titre des préjudices subis.

⁽²⁾ En 2017, un produit de 21 milliers d'euros a été enregistré sur l'évolution de juste valeur des dettes sur compléments de prix contre une charge de 891 milliers d'euros en 2016 (114 au 30/06/2016).

⁽³⁾ Les autres coûts correspondent à des charges de restructuration, principalement des indemnités de départ à caractère non récurrent et individuellement significatives.

3.4. IMPOTS SUR LES RESULTATS

En milliers d'euros	30/06/2017 6 mois	30/06/2016 6 mois	31/12/2016 12 mois
Impôts exigibles ⁽¹⁾	123	-532	-1 044
Impôts différés ⁽²⁾	-382	0	0
Total	-259	-532	-1 044

⁽¹⁾ Dont 424 milliers d'euros de dégrèvement de CVAE lié à l'application du taux prévu à l'article 1586 du CGI sans prise en compte de l'intégration fiscale au titre des exercices 2015 et 2016.

⁽²⁾ Conformément à la loi de finances 2017, le taux d'imposition a été abaissé à 28%.

La composante CVAE de la Contribution Economique Territoriale (CET) pour la France est classée en impôt sur le résultat, conformément aux pratiques sectorielles.

3.5. RESULTAT PAR ACTION

	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Résultat des activités poursuivies par action	0,01	-0,02	-0,02
Résultat des activités abandonnées par action	-0,01	0,00	0,00
Résultat net de base par action (en euros)	0,00	-0,02	-0,02
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	403	-599	-458
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-329	-15	-27
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action (en milliers d'euros)	74	-614	-485
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (en milliers)	28 555	28 555	28 555
Résultat des activités poursuivies dilué par action	0,01	-0,02	-0,01
Résultat des activités abandonnées dilué par action	0,00	0,00	0,00
Résultat net de base par action (en euros)	0,00	-0,02	-0,01
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités poursuivies	403	-599	-313
Charges d'intérêts sur dette convertible	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat des activités abandonnées	-329	-15	-27
Autres	-	-	-
Résultat utilisé pour le calcul du résultat de base par action	74	-614	-340
Nombre moyen d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat de base par action	28 555	28 555	28 555

	30/06/2017	30/06/2016	31/12/2016
Actions présumées être émises sans contrepartie (plan d'option de souscription d'actions des salariés, dettes convertibles en action,...)	4 702	4 702	4 702
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action	33 257	33 257	33 257

4. NOTES RELATIVES AU BILAN

4.1. ECARTS D'ACQUISITION

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Valeur au 1 ^{er} janvier	51 307	51 140
Acquisition de l'exercice	-	213
Compléments de prix sur acquisitions antérieures à l'exercice	-	-
Cessions	-	-
Ecarts de conversion	-111	47
Dépréciation	-	-
Autres (reclassements,...)	-	-93
Valeur fin de période	51 195	51 307

Les principaux écarts d'acquisition par groupe d'UGT se décomposent de la façon suivante :

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
France	36 618	36 618
Autres zones géographiques	14 577	14 689
Total	51 195	51 307

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres de participation et la quote-part acquise dans l'évaluation des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation, au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Au 30 juin 2017, il n'a pas été constaté d'indice de perte de valeur, à l'exception de l'UGT Micropole Institut pour laquelle un test de dépréciation a été réalisé dont le résultat ne conduit pas à constater de dépréciation.

La méthodologie retenue consiste, principalement, à comparer les valeurs recouvrables de chacune des UGT du groupe aux actifs nets correspondants. Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir des projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en termes de taux de croissance et de valeur terminale sont raisonnables et conformes aux données du marché disponible

4.2. CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Créances clients	22 864	20 149
Créances facturées	12 169	16 703
Autres débiteurs	27 971	23 836
Avances et charges constatées d'avance	1 816	2 145
Total créances clients et autres débiteurs	64 820	62 833
Les créances clients sont présentées nettes des pertes de valeur	-170	-169

4.3. CAPITAUX PROPRES

Au 30 juin 2017, le capital s'élève à 1 427 766 euros pour un nombre total de 28 555 320 actions de 0,05 euros de nominal chacune, entièrement libérées.

Le groupe conserve en autocontrôle 1 281 017 actions propres (représentant 4,49 % du capital) et 54 721 actions auto-détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité confié à un prestataire externe, ainsi que 8 011 BSAAR.

4.4. FOURNISSEURS ET AUTRES CREDITEURS

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Dettes fournisseurs	11 336	12 423
Dettes fiscales et sociales ⁽¹⁾	27 397	27 149
Autres dettes	1 623	1 246
Dettes sur acquisitions - compléments de prix	511	578
Produits constatés d'avance ⁽²⁾	4 688	5 104
Total fournisseurs et autres créditeurs	45 554	46 499

⁽¹⁾ Le solde à fin 2016 intégrait un échelonnement sur les douze premiers mois de 2017 de 1,8 million d'euros lié aux cotisations retraites 2016 (0,6 million d'euros à fin juin 2016).

(2) Variation du poste dépendante du niveau d'avancement et des modalités de facturation des projets réalisés en mode forfaitaire

4.5. ENDETTEMENT FINANCIER

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Emprunts à long terme ⁽¹⁾	1 277	367
Mobilisation Crédit d'Impôt Recherche (CIR)	7 531	5 509
CICE	3 100	2 218
Dettes financières long terme	11 908	8 094
Emprunts à long terme - part à moins d'un an ⁽¹⁾	1 557	3 267
CIR / CICE – part à moins d'un an	4 186	4 198
Autres dettes financières	25	48
Dettes envers société d'affacturage	12 169	14 432
Dettes financières court terme	17 937	21 945
Endettement financier brut	29 845	30 039

(1) Au 31 décembre 2016, la part à moins d'un an des emprunts à long terme intégrait la totalité du solde de 3,3 million d'euros du prêt syndiqué de décembre 2014 pour le non-respect d'un ratio financier, les banques ont donné le 27 avril 2017 leur accord à renoncer à ce cas de défaut.

Analyse de l'endettement financier net

En milliers d'euros	30/06/2017	31/12/2016
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 038	10 096
Concours bancaires	-15	-38
Intérêts courus non échus	-10	-10
Trésorerie Nette figurant au tableau de trésorerie	7 013	10 048
Emprunts bancaires	17 651	15 559
Dettes envers société d'affacturage	12 169	14 432
Autres dettes financières à moins d'un an	-	-
Endettement	29 820	29 991
Endettement financier net	22 807	19 943

4.6. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.6.1. Information sectorielle

L'information sectorielle est analysée suivant l'axe géographique pour lequel il existe une mesure de la performance, en particulier au niveau des éléments constitutifs du besoin en fonds de roulement et des flux de trésorerie.

En milliers d'euros	30/06/2017			30/06/2016		
	France	Autres pays	Total	France	Autres pays	Total
Chiffre d'affaires	41 044	17 055	58 099	40 910	15 451	56 361
Résultat Net des activités poursuivies	381	152	533	-1 032 ⁽¹⁾	656	-376

(1) Dont 0,9 millions d'euros de provision à caractère exceptionnel sans effet cash (voir note 3.3 al.1). Hors cette provision, le résultat net du premier semestre 2016 aurait été positif de 0,5 M€.

4.6.2. Engagements

Il n'y a pas de modification significative des engagements hors bilan par rapport aux éléments décrits en page 57 du document de référence 2016.

4.6.3. Passifs éventuels

A la date d'arrêté des comptes, il n'existe pas de passif éventuel susceptible d'avoir une influence significative sur l'activité, la situation financière, les résultats et le patrimoine du Groupe.

4.6.4. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

4.6.5. Principales transactions avec les parties liées

Il n'existe aucune transaction connue avec des parties liées au Groupe au sens de la norme IFRS à l'exception de celles décrites dans le document de référence 2016 à la page 59. Au cours des six premiers mois de l'exercice 2017, aucune nouvelle opération significative n'a été réalisée avec des entreprises associées, des actionnaires détenant un droit de vote significatif dans le capital de MICROPOL S.A., des membres des organes de direction y compris les administrateurs et les censeurs, des entités sur lesquelles un des principaux dirigeants exerce le contrôle, un contrôle conjoint, une influence notable ou détient un droit de vote significatif.

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2017

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société MICROPOLE SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2017 au 30 juin 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information intermédiaire.

II Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine, le 29 septembre 2017

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte & Associés

Grant Thornton

Thierry BILLAC

Jean-François BALOTEAUD

IV. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

« J'atteste que, à ma connaissance, les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Levallois-Perret, le 29 septembre 2017
Monsieur Christian Poyau
Président et Directeur Général
de MICROPOLE